

Royaume du Maroc  
Chambre de Commerce, d'Industrie  
et de Services de Casablanca-Settat



المملكة المغربية  
غرفة التجارة والصناعة والخدمات  
الدار البيضاء - سطات

**IMPACT COVID 19  
SUR LES SECTEURS ÉCONOMIQUES  
DANS LA RÉGION  
DE CASABLANCA-SETTAT**

CCIS  
Casablanca-Settat

Avril 2020

## Préambule :

En cette période de crise inédite, toutes les branches d'activité économiques sont pleinement secouées et désorientées. Le constat est planétaire et tous les pays sont entrés dans une course contre la montre, pour sauver à la fois la santé des citoyens et la viabilité du système économique.

Au Maroc, toutes les institutions (notamment les banques) sont alors appelées à collaborer pour sauver notre tissu économique et préserver la résilience des différents secteurs. Pour que cette collaboration soit efficiente, il faut compter sur l'approche participative et l'écoute des professionnels.

L'administration publique est toujours en train de prendre la mesure de la crise Covid-19 et ses conséquences économiques. La Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Casablanca – Settât s'est rapprochée des professionnels représentant le tissu économique local dans la région, pour faire remonter la réalité du terrain et les recommandations des professionnels.

Tous les acteurs locaux des différents secteurs économiques vivent un stress et une anxiété, nourris par un manque de visibilité et une carence de communication institutionnelle directe dédiée aux professionnels. Ces derniers se posent diverses questions dont notamment :

- Quelles sont les mesures prévues pour compenser les pertes d'activité en volume et en valeur ?
- Quelles sont les scénarios à mettre en place pour éviter les risques des cessations de paiement ou de faillites ?
- Quelles sont les mesures d'accompagnement mobilisables en matière fiscales, bancaires et financières pour bien rebondir ?
- Comment préserver la capacité à employer et à créer de la richesse pour des secteurs qui peinent déjà sous le poids de pertes de revenus et l'envolée des charges à terme ?

## I. Impact sur le secteur des services

La Contributions aux pertes engendrées par la crise COVID-19 montre que les services constituent le premier secteur affecté au niveau de la région Casablanca – Settat.

### 1. Tourisme

Suite à la circulaire du 20 mars 2020, la majorité des activités de services sont à l'arrêt :

- Les Hôtels ;
- Les Restaurants ;
- Les Cafés ;
- Les sociétés et organismes de services et loisirs : les Cinémas, Théâtres, salles de Fête, les Clubs, les Salles de Sport, les Hammams, les Salles de jeux, les Terrains de sport de proximité ;
- Les cabinets Conseil tourne à 50% de leur régime d'activité habituelle, même s'ils ne sont pas cités directement par la circulaire.

Le secteur de tourisme est confronté face à une situation de crise qui frôle la catastrophe, et au regard du trend de la pandémie, dont personne ne sait l'issue ou la fin, les projections sont catastrophiques avec une perte estimée, rien que pour 2020, de plus de 11,6 millions de nuitées (estimations de la confédération nationale du tourisme, CNT).

Cette situation se traduit par une crise de trésorerie aigue chez tous les professionnels, ce qui nécessite la prise en considération de cette situation et la réflexion dès à présent à un plan de relance après crise de la part des pouvoirs public, bien sûr en concertation avec les professionnels et leurs représentations. (Voir Paragraphe I-5)

### 2. Transport

Le transport aérien souffre des mesures de précaution appliquées et de la baisse de la demande. Les estimations de l'Association internationale du transport aérien

des pertes provoquées par le Covid-19 sont d'une part des dizaines de millions de passagers au moins et un manque à gagner de centaines de millions de dollars.

En plus des emplois menacés, les transports routier et ferroviaire n'échappent pas à la crise avec l'interdiction, dans l'ensemble du pays, de la circulation des véhicules de transport de voyageurs depuis le 24 mars. Pour ce qui est du transport international des marchandises, certains opérateurs mettent l'accent sur les pertes de revenus au niveau du transport routier.

### 3. Secteur des équipements médicaux

Dominé par les importateurs, le secteur des équipements médicaux est frappé de plein fouet par la crise des pays exportateurs vers le Maroc (chine, Turquie, Europe). La note de la délégation de l'Union Européenne soulevait la question de « risques d'approvisionnement au niveau du marché marocain en intrants importés ».

Mais celui-ci a été maîtrisé par la proactivité du ministère de l'Industrie qui avait fait des importations pour parer aux besoins du secteur des gels médicaux et notamment le gel anti-bactériologique. Le ministère a pris une série d'initiatives :

- LAMATEM, sise à Berrechid, a été chargée de produire pour l'État en produits textiles médicaux : les combinaisons, les masques, les charlottes et les surchaussures,
- Soft Tech filiale de Soft Group dans le textile technique produira, sous la norme obtenue chez l'institut IMANOR, 5 millions par jour de masques à un prix subventionné.
- Interdiction de la vente en détail des masques par les points de vente et association de la confédération de syndicats des pharmaciens à la distribution des bavettes subventionnées et des gels hydroalcoliques.

### 4. Services des TPME et des Auto-entrepreneurs

Les TPME et Auto-entrepreneurs qui dominent les services sont les plus lésés par cette situation de crise. Selon une Étude de la confédération des TPE-PME réalisée sur un échantillon représentatif, les TPME et auto-entrepreneurs sont soit en

situation d'arrêt total, soit en situation de fonctionnement partiel. Les TPME de tous les secteurs économiques ont été touchées par cette pandémie, mais à des degrés divers : les secteurs les plus touchés, sont les services.

## 5. Les Propositions des Professionnels pour faire face à la Crise

### Tourisme :

- Exonération du paiement des impôt et charges sociales durant la période de la crise,
- Activer le remboursement des crédits de TVA pour permettre à la trésorerie de se reconstituer pour faire aux charges de fonctionnement et d'entretien,
- La réduction du taux de la TVA à 5% sur les activités hôtelières pour faciliter la reprise, la baisse des taxes locales et communales,
- La prorogation jusque fin de l'année du moratoire afférent au remboursement des échéances du crédit ainsi que l'octroi de prêts sans intérêt ou avec un taux très faible, pour pouvoir payer leurs fournisseurs,
- Accélération de règlement des créances par les administrations et établissement publics,
- Mise en place d'un mécanisme financier de soutien à la mise à niveau des hôtels pour préparer la reprise de l'activité, en profitant de la durée de fermeture des hôtels pour mener des travaux de mise à niveau.

### Divers services :

- Les demandes de financement de fond de roulement dans le cadre du crédit Damane Oxygène ne reçoivent pas de réponses rapides de leurs banques, quoique la situation financière de ces TPE est correcte.
- Reconsidérer les taux d'intérêt actuels des crédits DAMANE OXYGÈNE.
- Activer les procédures d'autorisation et d'enregistrement des produits professionnels et des équipements médicaux pour éviter la lenteur et la lourdeur administrative.
- Les entreprises structurées de maintenance et installation du matériel médical demandent la publication du décret relatif à la liste matérielle objet de maintenance obligatoire par les prestataires de soins.

- Les professionnels souhaitent que les services de maintenance soient prestés par les ingénieurs formés sur le matériel bio médical
- Étendre les aides de Maroc PME aux instituts privés pour les dotés d'infrastructures nécessaires à la Formation à Distance ou télé-enseignement.

## II. Impact sur le secteur du commerce non alimentaire

Le Maroc et le monde entier sont dans une situation exceptionnelle en raison de la crise sanitaire provoquée par le virus "Covid 19".

À une époque où les effets de la propagation du virus Corona se multiplient sur les économies des pays, des gouvernements, des entreprises, des secteurs productifs, des groupes économiques et d'institutions financières ont rapidement pris des mesures de précaution pour limiter les répercussions négatives de cette pandémie.

Grâce à la vision clairvoyante et perspicace de Sa Majesté Mohammed VI, que Dieu l'assiste, le Maroc a pu, de manière proactive et décisive, prendre des décisions judicieuses et sages au moment opportun, qui ont eu un impact direct pour réduire les répercussions de cette pandémie au niveau économique et social à l'égard des citoyens marocains et des entreprises.

### 1. Contexte Actuel et maintien des acquis.

- Valorisation des valeurs de solidarité, de synergie, d'entraide et de haut patriotisme, que le peuple marocain a exprimées face à cette pandémie.
- Un vibrant hommage est rendu aux médias officiels appelés par ailleurs à persévérer dans cette voie afin de mettre fin à toutes les fake- news et les fausses informations à ce propos.
- Consécration du rôle des autorités locales de manière générale des staffs médicaux et éducatifs.

- Mise en valeur du rôle des chambres de commerce et associations professionnelles en matière de sensibilisation et de mobilisation des commerçants et notamment les points de vente des produits d'alimentation générale.
- Consécration du rôle des associations de la société civile dans le domaine de mobilisation et d'encadrement des citoyens
- Plébisciter les industries nationales qui ont su montrer leur potentiel et la valeur de leurs compétences, et qui ont été promptement réactives pour répondre aux besoins du marché local en dispositifs médicaux avérés nécessaires de par la conjoncture du COVID 19.

## 2. Contraintes actuelles dans la région de Casablanca Settat

- Impact de l'état d'urgence sur le cycle de distribution et sur le niveau de l'offre.
- Quasi-stagnation des activités commerciales à l'exception des GMS et du commerce de proximité
- Selon le Haut-commissariat au plan :
  - Récession à un niveau bas de la croissance de l'économie marocaine jamais atteint depuis 20 ans, attribuée à la sécheresse et au COVID 19.
  - Révision à la baisse des prévisions du taux de croissance de 2.2%.
- A court terme, l'intervention des pouvoirs publics est péremptoire afin de jeter les bases d'une reprise commerciale ;
- Nécessité de sauvegarder le réseau commercial et les créances entre communautés d'affaires respectives, entre créanciers et débiteurs, importateurs et utilisateurs finaux et ce jusqu'à ce que les transactions économiques reviennent à leur cours normal.

## 3. Propositions des professionnels des commerce

- Poursuite de gestion de la situation à travers la garantie de la santé des citoyens dans la limite du possible afin de limiter ses conséquences sur le déroulement des transactions commerciales.

- Instaurer des mécanismes capables d'assurer un niveau minimum de demande intérieure et de sauvegarder le pouvoir d'achat
- Solutionner le problème de pénurie de trésorerie dans le cycle de la distribution commerciale à travers la mise en place d'un dispositif de financement et de garantie, ou l'ouverture de lignes de crédits auprès des banques au bénéfice des commerçants pour les habiliter à avoir un fonds de roulement nécessaire pour honorer leurs engagements vis-à-vis de leurs fournisseurs et de leurs employés dans un moment de crise de liquidité, laquelle liquidité est convertie dangereusement sous forme de chèques et de traites.
- Instaurer des mécanismes de refinancement au profit des commerçants pour sauvegarder leurs chances de reprise d'activités, les protéger de l'asphyxie financière, honorer leurs divers engagements et maintenir leurs emplois.
- Maintenir un climat de confiance dans le secteur du commerce.
- Cibler les commerces lésés par la crise pour les faire bénéficier de transferts de fonds et d'allègement du fardeau fiscal.
- Report provisoire des échéances de crédits selon un échéancier convenable, sans pénalité des taux d'intérêt.
- Coordination entre le gouvernement et le secteur bancaire pour injecter des liquidités afin d'activer une dynamique commerciale basée sur un effet de croissance de la demande et induisant celle de l'offre pour revenir à la situation normale.
- Intervenir auprès des autorités judiciaires afin de tenir compte de la situation exceptionnelle actuelle pour les litiges concernant les chèques sans provision et le défaut d'honorer les engagements des commerçants, selon les cas.
- Exonération des taxes communales et locales pour les commerçants.
- Prévenir les risques de faillites des commerces et la mise en place d'une stratégie de reprise de ces points de vente avec la même importance accordée à la création de nouveaux projets.
- Exonération des frais d'entrepôts de stockage dus pendant la période de cette crise sanitaire et permettre aux importateurs de faire sortir leurs marchandises des ports dans le cadre d'un régime douanier facilitateur.
- Prolongation des délais des admissions temporaires.
- Accélération de l'entrée en vigueur de la loi sur la couverture médicale et sociale des commerçants



- Intervenir auprès des opérateurs Telecom pour reporter au profit des cafés – restaurants le règlement des mensualités relatives à leur connexion internet haut-débit sachant que ceux-ci sont en arrêt d'activité.
- Exonérer ou reporter à la limite les paiements des loyers communaux au profit des petits commerces (Kissariat et marchés communaux)

#### 4. Situation exceptionnelle de la franchise commerciale

D'après une enquête effectuée par la Fédération Marocaine de la Franchise (FMF), le secteur de la franchise au Maroc a été très impacté par la crise sanitaire du coronavirus Covid19, on constate une baisse d'activité évaluée à près de 90% du chiffre d'affaire, voire l'arrêt total de toute activité pour certaines franchises, ce qui menace sérieusement de nombreuses enseignes et pourrait aboutir à une fermeture définitive des structures les plus fragiles, ayant pour conséquence la perte de milliers d'emplois.

Pour permettre aux entreprises du secteur de résister à cette crise et faciliter ainsi la reprise, la FMF émet les recommandations suivantes :

- Exonération des engagements fiscaux IS, IR, taxe professionnelle... pour 6 mois à partir du mois de Mars, sous réserve que l'activité des enseignes reprenne après la fin du déconfinement (à la date appliquée par le Gouvernement)
- Mise en place d'une commission qui aura pour rôle de contrôler l'inflation des prix des matières premières (Post COVID19) et l'implication de la FMF dans cette commission afin de lui permettre de suivre de près l'évolution des prix pour le secteur. Cette commission pourrait être renforcée à travers la création d'une solution digitale, accessible à tous les professionnels.
- Mise en place d'un programme d'aides et de subventions pour les secteurs les plus touchés à hauteur du chiffre d'affaire déclaré.
- Suspension des décisions exécutoires en cours, prononcées par les tribunaux du Maroc envers les PME concernées, jusqu'à reprise et stabilité de l'Economie nationale.
- Annulation des paiements des loyers (centre commerciaux, commerces de

- proximité) et procédures de recouvrement
- Reconsidération du taux du crédit Damane Oxygène (fixé à 4%)
  - Prévoir une indemnité pour les entrepreneurs actuellement en cessation d'activité ou l'octroi de crédits à la consommation à 0%
  - Coordination avec l'OFPPT pour la nécessité de prise en charge des formations digitalisées online ou off line
  - Mise en place et financement d'un programme dédié à la promotion et l'accompagnement des projets de digitalisation, pour une meilleure adaptation aux tendances nationales et internationales.
  - Mise en place d'un plan de communication, de médiation et de sensibilisation « employé / employeur » afin d'installer une atmosphère de confiance et permettre aux structures et aux employés de traverser cette crise, dans l'union, l'entraide et la compréhension.

### III. Impact sur le secteur industriel

#### 1. Recul variable de l'activité industrielle de la région

La Région de Casablanca Settat est la 1ère région industrielle au Maroc en terme d'effectifs d'établissements industriels et de création d'emploi. Rappelant que le secteur représente un important moteur de croissance et a contribué en moyenne à 44% de la valeur ajoutée de l'industrie marocaine entre 2017 et 2019.

Etant donné le contexte exceptionnel de la pandémie et les mesures restrictives rigoureuses prises par l'Etat pour juguler le fléau, l'impact négatif sur plusieurs secteurs est évident.

Parmi les secteurs les plus touchés d'une manière directe, par la crise sanitaire, est le secteur industriel, à cause des mesures de Confinement et par suite la réduction des effectifs ou indirectement à travers l'arrêt des donneurs d'ordres ou le ralentissement des chaînes de logistique et d'approvisionnement.

En effet, le ralentissement industriel est variable d'une province à l'autre et selon la diversification des branches d'activité. A titre indicatif, le recul de l'industrie est estimé selon la répartition suivante à :

- Moins de 90% dans la province de Settat ;
- Moins de 60% dans la province de Mohammedia ;
- Moins de 30% dans la province de Berrechid ;
- Moins de 40% dans le grand Casablanca ;
- Moins de 25% dans la province d'El Jadida.

## 2. Contraintes soulevées par les professionnels de l'industrie régionale

Les enquêtes menées au niveau des industries dans la région de Casablanca-Settat ont permis de soulever les contraintes générales suivantes :

- Réduction de la capacité de production et du nombre de travailleurs.
- Augmentation des coûts supplémentaires du fret et du transport.
- Ralentissement dans les chaînes d'approvisionnement.
- Le manque de pièces détachées et de certaines matières premières nécessaires pour achever le processus de production.
- Prix élevés des matières premières.
- Coûts d'exploitation accrus en raison du coût supplémentaire d'achat d'équipement sanitaire et de prévention des épidémies.
- Diminution de la demande dirigée vers le Maroc concernant certains produits industriels locaux, et baisse ou annulation des commandes des sociétés internationales traitant avec les sociétés marocaines.
- La crainte des industriels d'une profonde récession.

En plus des contraintes générales ci-dessus, nous relatons, à titre d'exemple, quelques branches industrielles comme suit :

### **Secteur du textile**

Le secteur du textile a connu une baisse de sa productivité à cause des entraves suivantes :

- Pénurie de matières premières, tissus et accessoires, en provenance des pays de l'Asie essentiellement de la Chine
- Suspension des commandes de l'Union Européen essentiellement l'Espagne et l'Italie.
- Crise de la trésorerie
- Chômage technique
- Surcharge des salaires : Paiement des cadres et des responsables qui ne bénéficient pas du fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie de coronavirus.
- Ralentissement des chaînes de logistique
- Baisse de la demande locale
- Les donneurs d'ordre avec lesquels les usines travaillent sont impactés, ce qui engendre une baisse, voire même des annulations de commandes.

### **L'industrie agroalimentaire**

- Approvisionnement en ingrédients et additifs importés de l'étranger
- Annulation des commandes extérieures ;
- Baisse de productivité pour les industries de transformation des produits alimentaires non essentiels (jus et boissons).
- Baisse de la demande des clients : Les grands marchés marocains du commerce de gros, à savoir Korea, Garage Allal et Derb Omar, sont très impactés par la pandémie.
- Baisse de la productivité des sociétés de production d'huiles, graisses alimentaires et pâte à tartiner chocolatée à cause de la fermeture de frontières des marchés étrangers et la fermetures des clients marocains comme les restaurants, les cafés, biscuitiers, chips..

- Tendence haussière des impayés qui passé à deux mois au lieu d'un mois ce qui a un impact sur la trésorerie de l'entreprise.

### **Secteur chimie et para chimie**

Il n'a pas été épargné des conséquences de cette pandémie malgré la stabilité de la demande des produits phytosanitaires mais le problème réside surtout dans l'attribution des autorisations des camions de transport des marchandises vers les villes marocaines. Cette opération prend beaucoup de temps pour autoriser les transporteurs à livrer dans les délais convenus.

### **Secteur de l'industrie des matériaux de construction**

La production du ciment ainsi que la fabrication de carreaux en céramique, la fabrication d'éléments en béton pour la construction, la fabrication de briques et la fabrication de pavés, agglos, poutrelles, hourdis, connaît des problèmes de commercialisation à cause de l'arrêt des chantiers du BTP et l'arrêt de l'exécution des marchés publics.

### **Secteur du plastique**

Le secteur connaît aussi des problèmes liés à la baisse de la production à cause de l'indisponibilité de la matière première et d'autres sont liés la commercialisation des produits en plastique (fermeture des grands marchés marocains du commerce de gros et la fermeture de leurs points de vente, comme mesure préventive contre la propagation du virus).

## **3. Principales recommandations des industriels de la région Casablanca - Settat**

- Intervenir auprès des banques pour faciliter réellement l'accès aux emprunts à des taux d'intérêt réduits ne dépassant pas le taux directeur de 2%, et ce au moins pour le deuxième semestre 2020.
- Report des échéances des crédits sans les intérêts composés qui alourdissent les coûts d'emprunts.
- Accélération de remboursement de la part de la TVA par les impôts

- Echelonnement des factures d'énergie pour les mois de Mars, Avril, Mai et Juin sur une durée de douze mois pour soulager la trésorerie de l'entreprise.
- Augmenter la part de financement de fonds de roulement accordé aux entreprises dans le cadre du mécanisme de garantie « Damane Oxygène »
- Mettre en place un fonds de soutien spécifique aux secteurs les plus affectés par la pandémie.
- La nécessité de sécuriser les stocks et de soutenir les chaînes d'approvisionnement des entreprises industrielles.
- La Promotion du produit marocain à travers différents médias et par tous les moyens disponibles en orientant le consommateur marocain vers la consommation de produits nationaux, afin de préserver les investissements existants.
- Accorder des reports des échéances financières et fiscales sans majorations ni pénalités de retard.

## IV. Impact sur le secteur immobilier et du BTP

### 1. Indicateurs de crise de l'immobilier

- A l'instar d'autres secteurs importants de l'économie, la crise sanitaire du Coronavirus a bouleversé le marché de l'immobilier, véritable vivier d'emplois au Maroc (80% des 1,1 millions d'emplois que cumule le secteur du BTP concernent la production de logements). Avec le confinement, les transactions ont été du jour au lendemain mis en suspens.
- La situation du secteur est plus que préoccupante. De très nombreux chantiers de construction ont été également interrompus. Même les promesses de vente conclues avant le confinement sont suspendues car comme la plupart d'activités, notaires et adouls ont également arrêté leur activité.

- Les ménages devraient, désormais, faire preuve de prudence dans leurs investissements. L'investissement dans l'immobilier nécessite d'avoir une vision assez précise de l'évolution des revenus.
- A cela s'ajoute des difficultés supplémentaires aux promoteurs et aux acquéreurs entravant la finalisation des transactions et l'accès à aux logements achetés.
- A l'heure actuelle, la quasi-totalité de l'activité est à l'arrêt, aussi bien au niveau de la production que de la commercialisation. Ce qui aura des conséquences néfastes sur l'emploi, sur la trésorerie des opérateurs et l'exposition à un risque systémique du secteur qui représente environ 63 milliards de dirhams annuellement. Les chantiers encore en cours sont ceux qui ont atteint la phase de finalisation des travaux et disposent encore de la main d'œuvre.
- L'enjeu est en réalité plus sanitaire que sécuritaire, les professionnels ont déjà beaucoup de mal à faire respecter les conditions de sécurité sur les chantiers, notamment le port du casque, des gants et des chaussures de chantier. A cela s'ajoute les dispositifs sanitaires drastiques, plus difficile de faire appliquer.
- Durant cette crise sanitaire, nous constatons un net ralentissement du marché immobilier marocain, traduit par une baisse importante, que ce soit pour l'offre ou pour la demande.
- Ainsi, en ce qui concerne l'offre d'appartements, la baisse pour le neuf et l'ancien oscille respectivement entre -23% et -28%. Tandis que les données montrent que l'offre de villas pour le neuf et l'ancien varie respectivement entre -52% et -29%.
- Dans le même esprit, il a également été constaté que la demande chute de -18% pour les appartements et -10% pour les villas. Malgré cette forte baisse, le rapport de l'offre par rapport à la demande reste positif dans la mesure où seulement 52% de la demande est exploitée.
- Quant à l'évolution des prix dans les principales villes du Maroc, on remarque une grande stabilité au niveau de Casablanca par rapport aux autres villes.
- Après confinement et reprise des travaux, difficile de prédire si les prix de l'immobilier subiront une hausse ou une baisse, estime les professionnels. Elle dépendra des modalités de sortie de la crise sanitaire.

## 2. Contraintes soulevées par les professionnels de l'immobilier

Dans un communiqué, le Conseil régional de l'Ordre des architectes de Casablanca a énoncé, à l'issue d'une visioconférence, le 28 mars, avec la ministre de l'Habitat, douze mesures que les entreprises en charge des travaux doivent prendre pour le maintien de l'activité du bâtiment. Parmi ces dispositions :

- Le port de masques respiratoires et de gants,
- L'interdiction de tout groupement de travail de plus de trois personnes
- La priorisation de la mécanisation des tâches ;
- Équiper les points d'eau en gel désinfectant et en serviettes de papier jetables ;
- Habilitier un personnel médical ou paramédical pour la détection. Quotidienne de symptômes suspects chez les salariés, avec les moyens d'évacuation vers les centres médicaux de référence.

Le communiqué précise enfin que « toutes les tâches qui ne permettent pas le respect de ces règles de sécurité ou qui ne peuvent être effectuées (...) devront être reportées ».

## 3. Soutien du marché de l'immobilier par l'État

Le comité de veille économique a tenu sa 5ème réunion de travail, lundi 20 avril 2020. Lors de cette réunion, elle a pris une nouvelle série de mesures additionnelles. Parmi ces mesures, on trouve l'extension du bénéfice de « DAMANE OXYGENE » aux entreprises opérant dans le secteur de l'immobilier dont la trésorerie s'est dégradée à cause de la baisse de leur activité.

## 4. Les propositions pour la relance de l'immobilier

- Accorder des reports des échéances financières et fiscales sans majorations ni pénalités de retard ;
- Accorder plus de facilités financières aux opérateurs et aux acquéreurs en augmentant les montants de financement et en réduisant au maximum les taux d'intérêt à l'instar de ce qui est pratiqué de par le monde en ces temps difficiles ;



- Remettre immédiatement en marche les études notariales et les adouls ainsi que les diverses administrations concernées par le secteur immobilier (conservation, agences urbaines, communes...), pour traiter les dossiers en instance ;
- Accorder des remises des droits d'enregistrement et de conservation foncière pour les acquéreurs durant cette période de crise, comme incitation à la poursuite des achats et à l'acquisition de biens immobiliers ;
- Abandonner la grille du référentiel qui met en berne la quasi-totalité des transactions sur le foncier et pénalise injustement les ventes de biens construits ;
- Accorder une augmentation des délais des 5 années pour les logements sociaux et pour les dépôts des autorisations de construire suite à l'obtention des conventions pour une année supplémentaire ;
- Autoriser les OPCI à dynamiser fortement le marché locatif résidentiel en prenant en charge la gestion de toute la chaîne de valeur ;
- Permettre aux banques de procéder à des facilitations en cas de grosses difficultés de remboursement pour les structures immobilières en extrêmes difficultés afin d'amortir le risque systémique ;
- Réaliser de vraies et concrètes simplifications administratives pour véritablement fluidifier les procédures ;
- Relancer la demande par des crédits de consommation ne dépassant pas un taux d'intérêt de 2%.

## Conclusion générale (Covid-19)

Le tissu économique de la région Casablanca – Settat (toutes branches confondues) vit une situation de vulnérabilité difficile. A l'exception du commerce alimentaire, l'ensemble des secteurs serait confronté à l'enjeu de la survie à court terme, et à la bataille de pérennisation à moyen terme.

Après déconfinement, les opérateurs économiques locaux craignent les risques suivants :

- Amplification du portefeuille des créances douteuses en hausse entre clients et fournisseurs ;
- Risque d'accroissement des situations de défaillance ou de cessation de paiement ;
- Restrictions dans la pratique relative à l'octroi de prêts bancaires ;
- Augmentation des prix de produits ou des intrants importés avec effets immédiats sur la consommation et la demande ;
- Changement des habitudes de consommation et ralentissement de la demande globale.

Selon les professionnels les plus optimistes, le déconfinement serait suivi d'une phase transitoire grise (fragile), durant le deuxième semestre 2020. Le premier semestre 2021 serait toujours une période réparatrice de convalescence. La reprise ne débiterait qu'à partir du deuxième semestre 2021. La Trésorerie de toute l'activité serait impactée négativement pendant au moins une année après déconfinement. Durant cette phase, la plus grande inconnue chez les professionnels serait la demande des consommateurs. Serait-elle au rendez-vous après déconfinement ?

Le redémarrage des activités économiques devrait être coconstruit avec la participation des professionnels dans le cadre de l'effort collectif des institutions. En plus la reprise économique ne serait réussie dans la région, qu'avec une intervention étatique adéquate. A ce niveau, l'intervention de l'Etat est un déterminant vital de premier ordre pour aller vers la croissance le plus vite possible.

L'enjeu primordial immédiat est une intervention étatique pour sauver le tissu économique, et préserver la capacité à créer de l'emploi et la richesse pour les différentes branches du commerce, d'industrie et de services. Les mesures de

sauvetage seraient adaptées selon les spécificités des secteurs. Toutefois, toute l'activité économique aurait besoin de mesures assouplies en matière fiscale et de prêts bancaires. L'Etat devrait jouer le rôle de l'Etat assureur pour investir dans la sortie de crise de l'ensemble des branches et des activités économiques.

Toute hésitation dans l'intervention étatique se traduirait par une lourde facture socioéconomique...



## ANNEXE 1 : Recommandation des associations professionnelles

## 1. Feuille Franchise Commerciale



Casablanca, le 21 Avril 2020

Monsieur Yassir Adil  
le président de la chambre de  
commerce - casablanca

Monsieur le Président,

Depuis l'annonce du confinement du à la pandémie de Covid-19 et suite à la circulaire du Ministère de l'Intérieur, le secteur de la restauration s'est conformé aux décisions prises dans l'intérêt général en optant pour la fermeture et la cessation de son activité de restauration.

Cependant, il s'avère qu'actuellement certains continuent à livrer malgré cette interdiction. Mieux encore, des boulangeries-pâtisseries, se sont converties, optant pour une nouvelle activité de restaurateur-traiteur et proposent de livrer toutes sortes de plats cuisinés (Pates, pizzas, quiches, Nems, sushis, Briouats, salés et sucrés...).

Certains particuliers œuvrent dans le même sens, utilisant leurs cuisines personnelles pour préparer toutes sortes de mets et faisant la promotion de leur produits et préparations à travers les réseaux sociaux (FB et Instagram).

C'est dans ce contexte que je me permets de vous interpeller, Monsieur le Président, quand à ses pratiques en principes illégales et en totale contradiction avec l'arrêté du Ministère de l'Intérieur considérant que:

1. Les conditions relatives à la sécurité sanitaire ne sont pas forcément respectées
2. Le non-respect des mesures prises par les autorités
3. Le fait que ces pratiques sont déloyales vis-à-vis du secteur de la restauration

A cet effet, nous sollicitons que les autorités compétentes puissent apporter l'éclairage nécessaire à une situations qui demeure plus que confuses au vu de ce qui se pratique en ce moment. L'interdiction doit soit être générale et appliquée à tous, ou bien que le secteur de la restauration puisse être autorisé à faire lui aussi de la livraison à domicile.

En vous remerciant d'avance pour votre diligence, je vous prie Monsieur le Président, d'agréer l'expression de ma plus haute considération.



Président  
Mohamed Elfane

## 2. Fédération de l'Industrie Métallurgique

Le résultat d'une enquête réalisée par la FIMME auprès de ses adhérents, la situation du secteur est catastrophique : effondrement de la demande, rupture de l'approvisionnement et 7 entreprises sur 10 sont à l'arrêt. Le président de la FIMME déclare, à juste titre, que « la transversalité du secteur qui, à la base, constitue un atout de taille, fait que l'on se retrouve, paradoxalement, dans une situation inconfortable dès lors que d'autres filières sont en crise ».

Selon le président de la FIMME, La crise liée au Covid-19 a des impacts majeurs sur le secteur. Presque toutes les entreprises en amont du secteur sont à l'arrêt. En aval, une grande partie subite également le même sort. Cette situation est due à la conjonction de plusieurs facteurs qui sont : la baisse de la demande locale, l'absence ou la diminution substantielle des commandes provenant des clients internationaux et le manque ou l'absence d'offres, dû à une rupture ou une baisse de l'approvisionnement. Cette situation s'explique aussi par la suspension des importations, l'arrêt de l'export et l'absence de visibilité quant à une reprise normale de l'activité.

La situation est très difficile puisqu'au 31 mars, 69% des entreprises sont totalement à l'arrêt, 26% sont en activité réduite (arrêt partiel) et 6% poursuivent leur activité.

La chaîne de valeurs au sein du secteur a été bouleversée et les effets sont immédiats pour une bonne partie des métallurgistes, notamment ceux dont les produits constituent des intrants pour d'autres industries notamment les tubistes ou les tôliers. A cela s'ajoute, le nombre d'impayés qui connaît une tendance haussière, du fait de l'arrêt ou de la réduction d'activité de certains clients. Pour d'autres industriels, les répercussions seront ressenties dans quelques semaines, voire quelques mois tout au plus. En effet, beaucoup de contrats s'exécutent sur le long terme. Des surcoûts substantiels de natures diverses, engendrés par la crise actuelle, pourraient grever fortement leur rentabilité : éventuelles pénalités de retard par les donneurs d'ordres, charges de transport des salariés doublées pour respecter les consignes de distanciation, matériel de protection, équipements de protection individuelle etc.

Même le redémarrage, pourrait être très lourd et ne peut se faire sans dégâts. La transversalité de notre secteur qui, à la base, constitue un atout de taille, fait que l'on se retrouve, paradoxalement, dans une situation inconfortable dès lors que d'autres filières industrielles sont en crise, étant donné que les IMME sont au cœur de plusieurs industries et le socle de leur développement. L'ampleur des dommages dépendra, certes, de la durée de la crise, mais également de la gravité des répercussions que subiront certaines branches d'activité industrielles et, par effet induit, les IMME également.

L'après crise sera difficile face à de nombreuses incertitudes et inconstances de la conjoncture locale et internationale, ce qui va exiger des entreprises du secteur des adaptations profondes, déclare le président de la FIMME. Cependant, des solutions sont possibles en préparant rapidement l'après-crise, tout en étant à l'écoute des besoins émergents et de savoir y répondre efficacement, pour être en phase avec le microenvironnement qui se profile. Cela imposera aux entreprises du secteur de se renouveler pour tenter de déployer un modèle de croissance durable constituant un gage de pérennité.

De toute évidence, selon la même source, un nouveau « business model » industriel planétaire pourrait voir le jour. Il est par conséquent essentiel, pour nos entreprises, de s'intégrer dans cette nouvelle configuration. Cela pourrait passer par une réorientation stratégique profonde, voire une reconversion de leurs activités. Parmi les solutions envisagées qui pourraient être mises en place dans le schéma décrit, est de capter, sans attendre, de nouvelles parts de marché en Europe et aux USA par exemple, où dans d'autres pays qui sont également en train de chercher des alternatives à la Chine, entre autres. Certaines crises permettent parfois de créer des occasions qu'il faut saisir très rapidement.

### 3. Recommandations de différentes associations professionnelles

#### Secteur des carburants et combustibles

BUREAU FÉDÉRAL MAROCAIN  
DES COMMERÇANTS DES  
STATIONS CARBURANTS

المكتب الفدرالي المغربي  
لتجار محطات الوقود

بإسم الله الرحمن الرحيم

إلى السيد رئيس غرفة التجارة و الصناعة  
و الخدمات بجهة الدار البيضاء-سطات

الدار البيضاء في: 22 أبريل 2020

الموضوع: تقرير حول وضعية تجار محطات الوقود جراء أزمة كوفيد 19.

استجابة لطلب سيادتكم الموقرة، يتشرف رئيس المكتب الفدرالي المغربي لتجار محطات الوقود، وكذلك جميع الأعضاء و المكاتب و الجمعيات المنضوية تحت لوانه، أن يتقدموا لجنابكم بتقرير حول الوضعية الحرجة التي تسببت فيها أزمة جائحة فيروس كوفيد 19 التي يعيشها بلدنا الحبيب و انعكاساتها السلبية على الصعيدين الاقتصادي و الاجتماعي و ذلك على جميع تجار محطات الوقود و مستخدميهم، و كذلك الحلول التي من شأنها تخفيف بعض الأضرار الناجمة عن ذلك.

كما في علم الجميع و منذ بداية الحجر الصحي الذي عقبه شلل في حركة التنقل، عرفت جميع محطات الوقود انخفاضا كبيرا في أرقام المعاملات وصل إلى 90 في المائة و هو الشيء الذي يتسبب ليس فقط في انعدام الأرباح بل كذلك في خسائر يومية تتمثل في الصوانر الثابتة و الضرورية للتسيير مثل: أجور المستخدمين و المواد اللازمة لوقايتهم من الوياء، واجبات الضمان الاجتماعي، التأمين، واجبات الماء و الكهرباء، و واجبات كراء المحطات التي يؤديها تاجر المحطة للشركة التابع لها في بداية كل شهر، صف على ذلك تحمله الخسائر الناجمة على الانخفاض الملحوظ الذي تعرفه أئمنة الوقود في الآونة الأخيرة و غير ذلك من الخسائر ...

يعتبر تجار محطات الوقود و كعادتهم جنودا في الجبهة الأمامية وراء ملك البلاد محمد السادس أطال الله عمره و بقاته، يجابهون جميع الأخطار لتوفير الوقود و الخدمات في جميع ربوع المملكة الشريفة، إلا أن الوضع الآن يستوجب الاهتمام بهذا القطاع و حماية تجاره من الإفلاس و ذلك من خلال المقترحات التالية :

- إن أهم الحلول التي من شأنها أن تخفف من تداعيات الأزمة الراهنة هي : حث الشركات النفطية و بإلحاح شديد على ضرورة تقديم يد المساعدة بتمنى الوسائل التي تتوفر عليها بصفتها الطرف الأقوى (الإعفاء من أداء الأكرية، منح تسهيلات في أداء السلع، التعويض عن الخسائر الناجمة عن انخفاض أسعار الوقود، منح هامش ربح استثنائي...) كما يجب حثهم كذلك على عدم إثقال كاهل تجار المحطات الذين يعرضون أنفسهم لشتى أنواع الأخطار في هذه الفترة، و تجدر الإشارة إلى أننا راسلنا منذ شهر تقريبا في هذا الشأن جل الشركات لكن دون رد.

- ضرورة تدخل وزارة الطاقة و المعادن بصفتها الوزارة الوصية لتقييم الأضرار و اقتراح الحلول اللازمة.

- ضرورة تدخل وزارة التجارة و الصناعة لتقديم بعض الحلول لتفادي الأسوأ كما فعلت في العديد من القطاعات.

و في الختام نتقدم لكم سيدي الرئيس المحترم بتهاتينا الخالصة بمناسبة حلول شهر رمضان المبارك كما ندعو الله عز و جل أن يرفع عنا هذا الوياء و يحفظنا و إياكم من كل بلاء و يجمع بينكم و السلام عليكم و رحمة الله و بركاته.

المكتب العام  
زكرياء رباح  
0661108467  
zakaria.abbba@gmail.com

الرئيس  
سجاد زوري  
0661210643  
ssmabrouka@gmail.com

14، إقامة لطيفة زينح الأوسون حي المستشفيات، الدار البيضاء  
14, Residence LATIFA, Rue Ouseine Quartier des Hopitaux, Casablanca  
Tél: 0661108467 / Fax: 0661210643 / Fax: 0522728342

## ANNEXE 2 : Impact sur l'industrie d'El Jadida

## 1. Etat Des Lieux :

Dans le cadre de l'identification de retombées économiques négatives sur le secteur industriel et ce, depuis l'annonce de l'urgence sanitaire pour limiter la propagation du virus Corona "Covid-19", l'Annexe El Jadida a contacté la Délégation de l'industrie et du Commerce au niveau d'El Jadida, ainsi que le complexe industriel du Groupe OCP à Jorf Lasfar, le président de l'Association de la Zone Industrielle d'El Jadida (AZIJ) et le président de l'Association des Incubés à la Zone Industrielle d'El Jadida et a collecté les données suivantes :

**Unités industrielles fermées suite à l'état d'urgence sanitaire**

Nom de la société	Activité	Nombre d'employés
ABF	Fabrication de fermetures à glissière	54
ALEPTEX	Fabrication manufacturière de tapis et moquettes	200
ALGENAS Maroc	Traitement AGAR-AGAR	52
AMACI	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	42
ARMOR INDUSTRIE	Fabrication de peintures, vernis, encres et mastics	120
BERITEX	Tissage	93
BETON TECHNOLOGY	Fabrication d'éléments en béton pour la construction	40
BIG INDUSTRIE	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	50
BINMA	Fabrication d'éléments en béton pour la construction	35
BOYAUDERIE ZEMAMRA	Transformation et conservation de la viande de boucherie	140
CAPFUSION	Fonderie d'acier	56
CMATEMEB	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	115
CODAFLEX MAROC	Fabrication de produits abrasifs	24
COMETALAUX	Construction métallique	30
DASCO SBAI	Fabrication d'éléments en béton pour la construction	20
EXTRA AGGLOS	Fabrication d'éléments en béton pour la construction	32
FILAT	Préparation de fibres textiles et filature	300



FISATEX	Tissage	65
J.P INDUSTRIE	Métallurgie de l'aluminium	70
JADIFIL	Préparation de fibres textiles et filature	70
JADITEX	Tissage	100
KT SHOES	Fabrication manufacturière de chaussures	40
MAZAFIL	Fabrication d'articles textiles, sauf habillement	300
AKWEL	Fabrication de pièces automobile	50
NACER SHOES	Fabrication manufacturière de chaussures	120
NEW SHOES	Fabrication manufacturière de chaussures	10
OXYCOUPE JADIDA	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	300
SAFARELEC	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	280
SAHARA FIL	Tissage	70
SAMIMA	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	5
SAMYAS WEAR	Fabrication de vêtements de dessous	14
SOGEFAB	Fabrication de meubles de bureau et de magasin	90
SOGENEXE	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	70
SONACAR	Fabrication de papier et carton ondulés et d'emballages en papier ou en carton	70
SONASID	Sidérurgie	652
STRATISTAFF MAROC	Fabrication de plâtre	18
TCMT	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	100
TMMS	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	280
TREGAL	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	120
VETRON	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	8
WID	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	54
<b>Total</b>	<b>41 unités</b>	<b>4359 emplois</b>

Source : Délégation de l'Industrie et du Commerce à El Jadida

Il convient aussi de noter que le nombre total emplois perdus est de 4 000 à 5000 et comme le montre le tableau ci-dessus, le nombre total d'unités industrielles qui ont été fermées suite à la déclaration de l'état d'urgence sanitaire s'élève à 41 unités industrielles, sachant que le nombre total des unités industrielles qui fonctionnaient auparavant est de 167 unités industrielles. Et selon la distribution suivante :

Secteurs d'activité	Nombre d'unités fermées suite à l'état d'urgence sanitaire	Nombre d'unités fermées avant l'état d'urgence sanitaire
Industries Agro-alimentaires	2	40
Industries du Textile et cuir	13	15
IMMEE	15	63
Industries Chimiques et para-chimiques	11	49
Total	41	167

**Ateliers fermés à l'Incubateur de la Zone Industrielle d'El Jadida suite à l'état d'urgence sanitaire**

Raison Sociale	Activité
Ghazzar El Mokhtar	Garniture
Csk	Rebobinage
Prestatec	Froid et climatisation
Forgeinox	Fer forgé
North Africa Foods	Frites fraîches sous vide
Tacotronoc	Tarage des Tachymètres
Jorf Maintenance	Chaudronnerie

Source : Association des Incubés à la Zone Industrielle d'El Jadida

Comme le montre le tableau ci-dessus, le nombre d'ateliers des incubés à la zone industrielle d'El Jadida fermés suite à l'état d'urgence sanitaire s'élève à 7 sur 23 ateliers en activité avant l'état d'urgence.

**Etat d'activité du site Jorf Lasfar du Groupe OCP :**

Hormis l'adaptation du système aux mesures de précaution et de prévention prises contre COVID-19, les activités de production des unités du groupe OCP au site de Jorf Lasfar et de l'exportation des dérivés des phosphates restent globalement normales (Source : Service flux au site Jorf Lasfar).

**2. Contraintes et problèmes du secteur industriel dans le ressort territorial de l'Annexe El Jadida :**

Sans aucun doute que les contraintes et les problèmes du secteur industriel dans le ressort territorial de l'Annexe occasionné par l'état d'urgence sanitaire appliqué au Maroc suite à la pandémie de Covid-19, sont similaires aux contraintes du secteur industriel au niveau national avec quelques variantes, surtout que la région de Jadida est classée deuxième au niveau industriel après Casablanca, car elle comprend un pôle industriel, tel que le complexe industriel de Jorf Lasfar. Dans ce contexte, les contraintes les plus importantes liées à cette situation se reflètent dans les éléments suivants :

- Réduction de la capacité de production et du nombre de travailleurs dans le secteur industriel à cause du respect de la distance afin de préserver la sécurité des travailleurs de l'application du système de rotation.
- Augmentation des coûts supplémentaires tels que l'assurance du fret et le transport.
- Ralentissement de l'approvisionnement et de l'accumulation de certains produits périssables dans les lieux de production et les ports, et incapacité à les drainer.
- Stockage en entrepôts insuffisant.
- Le manque de pièces détachées et de certaines matières premières nécessaires pour achever le processus de production et la diminution des achats industriels tels que la fabrication d'outils de précision, de machines, d'équipements automobiles et d'équipements de télécommunications.
- Prix élevés des matières premières.
- Baisse des ventes de voitures
- Coûts d'exploitation accrus en raison du coût supplémentaire d'achat d'équipement de prévention des épidémies.
- Diminution de la demande dirigée vers le Maroc concernant certains produits industriels locaux, et baisse ou annulation des commandes des sociétés internationales traitant

avec les sociétés nationales en raison de la baisse de la consommation mondiale, ce qui occasionné une baisse du rythme de production.

- Situation difficiles de certaines entreprises industrielles.
- La crainte des industriels d'une profonde récession.

### 3. Suggestions :

En plus des efforts proactifs que le pays a déployés pour assurer la continuité de l'activité industrielle et de la production au profit des unités industrielles autorisées à fonctionner pendant la période d'urgence sanitaire, on peut citer quelques attentes des industriels, telles que :

- La nécessité de sécuriser les stocks et de fournir aux entreprises les produits de base qu'elles n'ont pas pu obtenir.
- La Promotion du produit marocain à travers différents médias et par tous les moyens disponibles en orientant le consommateur marocain vers la consommation de produits nationaux, afin de préserver les investissements existants.



**ANNEXE 3 : Impact sur l'industrie et les services des provinces de Settat, Berrechid et Benslimane****1. Secteur industriel**

La Région de Casablanca Settat est la 1ère région industrielle au Maroc en termes d'effectifs d'établissements industriels et de création d'emploi. Rappelant que le secteur représente un important moteur de croissance et a contribué en moyenne à 44% de la VA du Maroc entre 2017 et 2019.

Etant donné le contexte exceptionnel de la pandémie et les mesures restrictives rigoureuses prises par l'Etat pour juguler le fléau, l'impact négatif sur plusieurs secteurs est évident.

Parmi les secteurs les plus touchés d'une manière directe, par la crise sanitaire, est le secteur industriel, à cause de la réduction des effectifs ou indirectement à travers l'arrêt des donneurs d'ordres ou le ralentissement des chaînes de logistique et d'approvisionnement.

A travers l'enquête effectuée par l'Annexe Settat de la CCISCS sur l'impact de la pandémie Coronavirus COVID 19 sur le secteur industriel des provinces de Settat, Berrechid et Benslimane, les industriels ont exposé un ensemble de problèmes qui ont infecté directement ou indirectement leurs activités.

Les secteurs d'activité industriel tournent actuellement en moyenne à 40% de leur capacité de production, et nous notons aussi que :

- Province de Settat : 10% de l'industrie est opérationnelle
- Province de Berrechid : 30%
- Province de Benslimane : 40%

Les industries qui ont été impactés par la pandémie coronavirus au niveau des ces trois provinces sont les secteurs du textile, chimie para chimie, l'agro-alimentaire, , et d'autres secteurs ont arrêté provisoirement leur activité.

En ce qui concerne le secteur du textile au niveau de ces trois provinces, il a connu

une baisse de 40 % de sa productivité à cause des entraves suivantes :

- Pénurie de matières premières, tissus et accessoires, en provenance des pays de l'Asie essentiellement de la Chine
- Suspension des commandes de l'Union Européen essentiellement l'Espagne et l'Italie.
- Crise de la trésorerie
- Chômage technique (500 emplois pour la société Settavex)
- Surcharge des salaires : Paiement des cadres et des responsables qui ne bénéficient pas du fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie de coronavirus.
- Ralentissement des chaînes de logistique
- Baisse de la demande locale
- Les donneurs d'ordre avec lesquels les usines travaillent sont impactés, ce qui engendre une baisse, voire même des annulations de commandes.

En parallèle, l'unité industrielle de Lamatem à Berrechid inaugurée en octobre 2019 et spécialisée dans le textile médical, s'est également engagée à fournir l'Etat en matériel médical. Cela inclura des casaques, charlottes, combinaisons, et chaussures, ce qui constituera un atout de taille, alors que l'usine peut produire jusqu'à 6 millions d'unités par mois.

Pour sa part, l'industrie agroalimentaire, particulièrement la transformation de produits alimentaires, fait face à un certain nombre de problème :

- Approvisionnement en ingrédients et additifs importés de l'étranger
- Annulation des commandes
- Baisse de la productivité de 50% pour les industries de transformation des produits alimentaires (jus et boissons) à cause du confinement des ménages. Priorité de consommation des produits de première nécessité;

- Gel des activités saisonnières comme le traitement et la surgélation des fraises pour éviter la contamination des ouvriers permanents par les ouvriers saisonniers.
- Baisse de la demande des clients : Les grands marchés marocains du commerce de gros, à savoir Korea, Garage Allal et Derb Omar, sont très impactés par la pandémie.
- Baisse de la productivité de 40% à 50% des sociétés de production d'huiles, graisses alimentaires et pâte à tartiner chocolatée à cause de la fermeture de frontières des marchés étrangers et la fermetures des clients marocains comme les restaurants, les cafés, biscuitiers, chips..
- Problème de délais de recouvrement des impayés qui passé à deux mois au lieu d'un mois ce qui a un impact sur la trésorerie de l'entreprise.

Le secteur de l'emballage connaît aussi des problèmes liés à la diminution de la capacité de production à cause de la faiblesse de l'offre et de la demande.

Le secteur chimie et para chimie aussi n'a pas été épargné des conséquences de cette pandémie malgré la stabilité de la demande des produits phytosanitaires mais le problème réside surtout dans l'attribution des autorisations des camions de transport des marchandises vers les villes marocaines. Cette opération prend beaucoup de temps pour autoriser les transporteurs à livrer dans les délais convenus.

En ce qui concerne le secteur de la production du ciment ainsi que la fabrication de carreaux en céramique, la fabrication d'éléments en béton pour la construction, la fabrication de briques et la fabrication de pavés, agglos, poutrelles, hourdis, connaît des problèmes de commercialisation à cause de l'arrêt des chantiers du BTP et l'arrêt de l'exécution des marchés publics. Une baisse de 60% de production.

Le secteur du plastique connaît aussi des problèmes liés à la baisse de la production à cause de l'indisponibilité de la matière première et d'autres sont liés la commercialisation des produits en plastique (fermeture des grands marchés marocains du commerce de gros et la fermeture de leurs points de vente, comme mesure préventive contre la propagation du virus.)

Suite à cette enquête un certain nombre de recommandations ont été soulevées par

que les industriels à savoir :

- Report des échéances des crédits
- Accélération de remboursement de la part de la TVA par les impôts
- Echelonnement des factures d'énergie pour les mois de Mars, Avril, Mai et Juin sur une durée de douze mois pour soulager la trésorerie de l'entreprise.
- Augmenter la part de financement de fonds de roulement accordé aux entreprises dans le cadre du mécanisme de garantie « Damne Oxygène »
- Mettre en place un fonds de soutien supplémentaire aux secteurs les plus affectés par la pandémie.
- L'indemnité mensuelle réservée aux salariés relevés des entreprises en difficulté et déclarés à la CNSS doit être fixée en fonction d'un pourcentage du salaire perçu par le salarié avant la perte de son emploi au lieu l'indemnité forfaitaire nette de 2000 dh.

## 2. Secteur des services

- Les Provinces de Settat, Berrechid et Benslimane, comme la plupart des provinces au niveau national, vivent avec un ensemble de contraintes, après avoir annoncé le début de la quarantaine, dans le cadre des mesures de précaution prises pour faire face à l'épidémie du nouveau virus Corona, à partir de la date du 20 mars 2020. Cette situation affectant les activités économiques d'une manière générale, les activités du secteur des services au niveau local.
- Dans ce contexte, et à un moment où certains secteurs économiques connaissent une reprise, notamment le secteur du commerce alimentaire avec ses différents types de produits alimentaires, le commerce des légumes et des fruits, la viande, le poisson et la volaille ; le secteur des services est confronté à une véritable crise économique et sociale dont les conséquences varient d'une activité à l'autre.
- En effet, le secteur des services est actuellement en ligne de front des activités économiques les plus affectées par la crise économique générée par l'épidémie de coronavirus. Comme on pouvait s'en douter, il est l'un des plus touchés
- À l'exception du secteur des transferts et change d'argent, qui connaît une reprise importante, compte tenu de son association avec le versement d'indemnités aux groupes de citoyens touchés, le secteur du tourisme, les transports, la restauration



collective, les restaurants, les cafés, les boulangeries, agences de location de voiture etc., sont confrontés à un véritable revers.

- En effet ces secteurs souffrent d'un certain nombre de contraintes structurelles, dont les plus importantes sont les nominations. Exécution d'obligations financières envers les commerçants, les prestataires de services et les fabricants, à partir des factures et des chèques et de la défaillance du secteur bancaire.
- La plupart des banques n'ayant pas répondu aux demandes d'octroi de crédits à la consommation comme indiqué dans les médias, des garanties sont exigées des professionnels, notant que les établissements bancaires, malgré la reprise de leurs opérations bancaires, notamment en matière de transferts financiers, souffrent à leur tour du faible taux de liquidité financière dû au recours de leurs clients au retrait d'importantes sommes d'argent de leurs actifs par crainte de la crise et en prévision de l'urgence.
- Partant de ce prédictat, il est devenu nécessaire d'intervenir auprès des institutions étatiques et de leurs organes spécialisés afin de sauver les secteurs concernés et de créer des voies et moyens transparents pour éliminer les préjudices aux professionnels, et pour éviter les gros problèmes qui surgiront à la fin de ces circonstances exceptionnelles, notamment les poursuites, le respect des obligations financières et la démobilisation d'un groupe de travailleurs et d'employés ou peut-être la faillite et l'arrêt de l'activité, et par conséquent une hausse alarmante du taux de chômage et la reprise du secteur informel.
- S'agissant des structures les plus impactées par cette crise sanitaire, les autoentrepreneurs, sont les plus touchés par la pandémie puis les PME et les coopératives ainsi que les petites structures, qui disposent d'un faible fonds de roulement, et qui seront en difficulté de gérer cette crise pour une longue durée.
- Les activités de services les plus touchées dans les provinces de Settât, Berrechid et Benslimane:
- Le BTP a été affecté par l'urgence sanitaire en raison de l'absence d'approvisionnement et d'appréhension quant à l'avenir du marché, où la plupart des gens préfèrent suivre l'évolution de la situation. Le secteur du BTP contribue à hauteur de 16% au PIB national. Près d'un million d'emplois seraient actuellement menacés en raison des effets induits de la crise du Covid-19. Plus de 90% des chantiers du Bâtiments et travaux publics (BTP) sont actuellement à l'arrêt. La survie de nombreux opérateurs et autres intervenants (industries, professionnels du

bâtiment, entreprises BTP, architectes, bureaux d'études techniques, bureaux de contrôles, notaires, etc.) est menacée. Le secteur du bâtiment sera lourdement impacté à court, moyen et long terme. L'ensemble du secteur traverse une sérieuse crise de liquidités qui empêche les donneurs d'ordres (promoteurs) et l'ensemble des intervenants de la chaîne de faire face aux échéances financières, salariales et fiscales

- Propriétaires de café (par les décisions de fermeture rendues par l'administration).
- Transports publics et propriétaires de grands et petits taxis, en raison de la décision d'interdire l'utilisation des moyens de transport privés et publics entre les villes sauf pour le transport de marchandises, de matériels de base et de transport pour des raisons sanitaires et professionnelles, en imposant également une réduction du nombre de passagers de 6 à 3 pour le grand taxi, en plus d'une diminution du nombre de clients (En raison de l'état de quarantaine, et de l'arrêt automatique par crainte de la pandémie par un certain nombre de propriétaires de taxis qui souffrent d'un état de santé fragile).
- Autoentrepreneurs, car ils n'ont pas de structure solide en plus de la faible demande pour leurs services.
- Les unités hôtelières et touristiques sont également parmi les plus touchées, compte tenu de l'arrêt du secteur.
- Les traiteurs dont les activités ont complètement cessé, à l'exception de ceux qui passent des contrats avec des services et des institutions publics ou privés qui n'ont pas cessé, comme les hôpitaux et les maisons de soins infirmiers.
- Les agences de locations de voiture subissent eux aussi les répercussions de cette crise sanitaire.
- Les agences de voyages souffrent elles aussi et sont en arrêt définitif à cause de cette pandémie.
- Les autoécoles subissent aussi les conséquences de cette crise et se trouvent en état d'arrêt.

### **Recommandations**

- Pour faire face aux répercussions de la situation actuelle, il est nécessaire de travailler en coordination avec les institutions professionnelles sectorielles ainsi qu'avec les chambres professionnelles et les ministères qui se chevauchent, pour

trouver des formules appropriées pour soutenir ces secteurs, qui constituent une proportion importante du tissu interne brut.

- Parmi les points les plus importants que le gouvernement doit privilégier à cet égard:
- Mettre en place une base de données réelle et solide pour les ressortissants des Chambre de Commerce, d'Industrie et des Services selon chaque secteur.
- Encourager et motiver les banques à travailler pour soutenir ces secteurs avec des prêts à la consommation sans intérêt et pour faciliter les procédures.
- Appliquer une flexibilité pour rembourser les loyers et trouver des formules juridiques pour surmonter ces circonstances difficiles.
- Exonération des impôts aux professionnels en vue d'alléger les répercussions de la crise.
- Développer des programmes qui touchent à la réalité des professionnels pour les motiver à s'engager dans des fonds de couverture sanitaire et sociale en prévision de crises similaires.

Dans le contexte de cette crise qui caractérise l'économie internationale, notre région est parmi les régions du Maroc ayant enregistré une baisse significative au niveau de toutes les activités et en particulier les services.

Partant de nos contacts avec les ressortissants de notre Chambre sur l'impact de la crise sanitaire sur le secteur des services dans notre circonscription territoriale, on a conclu que même si l'économie de la région observe un léger infléchissement, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de l'un des rares territoires ayant pu résister à la déferlante de la crise mondiale. Il s'avère donc nécessaire de noter que cette crise appelle à une gestion rationnelle et une régulation originale : on a donc besoin de solutions adaptées. Il s'agit en effet de moraliser le capital en modifiant le comportement des acteurs.

## ANNEXE 4 : Impact sur les activités économiques à Mohammedia

منذ تسجيل أول حالة إصابة بفيروس كورونا بالمغرب يوم الاثنين 2 مارس 2020، سارعت المملكة المغربية إلى اتخاذ سلسلة من القوانين والإجراءات الاحترازية والوقائية لحماية الصحة العامة لعموم المواطنين والمقيمين. وقد همت بعض هذه الإجراءات الحد من الأنشطة الاقتصادية والتجارية والصناعية والخدماتية والتي كان لها تأثيرا مؤكدا على المقاولات والمستخدمين على حد سواء.

القطاع الاقتصادي بعمالة المحمدية تأثر من جهته بهذه الوضعية، غير المسبوقة، وعلى الخصوص الأصناف الثلاثة التي تمثلها غرف التجارة والصناعة والخدمات.

### 1- القطاع الصناعي:

إذا كانت التدابير الحكومية قد استتنت القطاع الصناعي عموما من الإغلاق التام فإن المعاينة والاتصالات التي قمنا بها داخل المناطق والأحياء الصناعية تدل على تراجع يقدر بحوالي 60% من النشاط الصناعي المحلي. وذلك راجع لعدة أسباب ذاتية (إجراءات السلامة داخل المقاولات) وموضوعية (تراجع الطلب وصعوبات التنقل ونقل البضائع محليا ودوليا). وحتى المقاولات الصناعية التي تمكنت من الحفاظ على مستوى نشاطها فقد التجأت إلى تقليص عدد المستخدمين والعمال. كما نسجل تراجعا خطيرا في نشاط المقاولات المصدرة.

ويعود تراجع أو توقف نشاط الكثير من المقاولات الصناعية بالمحمدية إلى العوامل التالية:

- صعوبة أو استحالة التزود بالمواد الأولية المستوردة،

- توقف نشاط الزبناء أو المزودين، بالمغرب أو الخارج ( les donneurs d'ordres )، خاصة بالنسبة للمقاولات الصناعية العاملة في مجال المناولة في قطاع السيارات والإلكترونيك.

وتجدر الإشارة إلى أن عددا من المقاولات الصناعية بالمدينة عملت على تغيير وتكييف نشاطها مع متطلبات وحاجيات السوق الوطني من مواد واليات التعقيم وكذا الكمادات.

### 2- القطاع التجاري:

- عرفت الأيام الأولى من الإعلان عن التدابير المرتبطة بالحجر الصحي ارتفاعا استثنائيا للطلب على المواد الغذائية (بمختلف أنواعها) لدى التجار والمساحات الكبرى. هذا الأمر أدى إلى استنزاف مخزون هذه المواد خاصة لدى التجار الصغار والمتوسطين الذين وجدوا صعوبة في التزود بها من أسواق الجملة وشركات التوزيع وذلك بفعل تقنين النقل والتنقل.

- عموما تعرف أسواق المواد الغذائية والخضر والفواكه والقطاني والحبوب واللحوم والأسماك استقرارا من حيث التزود والأثمان.
- قطاعات المقاهي والمقشيدات وتجار الحلوي والذهب ... تعاني من الإغلاق التام،
- بعض الأنشطة التجارية، مثل بيع الملابس الجاهزة، تعيش ركودا كبيرا بفعل تراجع الطلب وتدهور القدرة الشرائية للمستهلكين،
- تقنين نشاط الأسواق البلدية وتقليص مدة الرواج التجاري خلال اليوم،
- تعمل السلطة المحلية على الحد أو القضاء على الأسواق العشوائية والتجارة بالتجوال.

### 3- قطاع الخدمات:

يعرف قطاع الخدمات بالمحمدية ركودا ملحوظا نتيجة الإجراءات المرتبطة بالحد من الأنشطة الاقتصادية "غير الحيوية". فباستثناء القطاع البنكي ومراكز تحويل الأموال فإن باقي الأنشطة تعرف إغلاقا تاما أو تراجعا وخاصة تلك المرتبطة بالمهن السياحية كالفنادق والمطاعم وكذا قطاع التأمين والتعليم الخاص والصالات الرياضية وغيرها. كما أن قطاع البناء والأشغال يتراوح بين التوقف التام والتراجع الكبير في نشاطه. وبفعل الحجر الصحي وتراجع تنقل الساكنة فإن نشاط سيارات الأجرة يكاد يتوقف.

### توصيات:

- إعفاء التجار من أداء واجبات كراء المحلات التجارية التي في ملكية الجماعات الترابية، طيلة فترة الحجر الصحي، على غرار قرار صاحب الجلالة بالنسبة للمحلات التجارية المحبسة،
- الإعفاء من رسوم استغلال الملك العمومي لأغراض تجارية أو صناعية،
- تعليق أداء الضرائب المحلية وغيرها دون احتساب دعائر التأخير،
- تعليق أداء واجبات استهلاك الماء والكهرباء إلى حين انتهاء حالة الحجر الصحي ودون احتساب رسوم التأخير،
- منح حق الامتياز الحصري في الصفقات العمومية للمقاولات المغربية،
- توجيه الطلبات العمومية الصادرة عن الجماعات المحلية للمقاولات العاملة داخل تراب كل جماعة،
- تبسيط المساطر وتسريع دراسة طلبات المقاولات للاستفادة من قروض التسيير للتخفيف من عجز الخزينة،
- تقوية صبيب الانترنت لفائدة المقاولات للمساعدة على تقنية العمل عن بعد،
- إحداث لجان محلية، بمشاركة غرف التجارة والصناعة والخدمات، لتتبع الوضعية الاقتصادية محليا ومصاحبة وتأطير وإخبار المقاولات،
- تنظيم حملة وطنية لتشجيع وحث المستهلك المغربي على اقتناء المنتوجات المحلية.

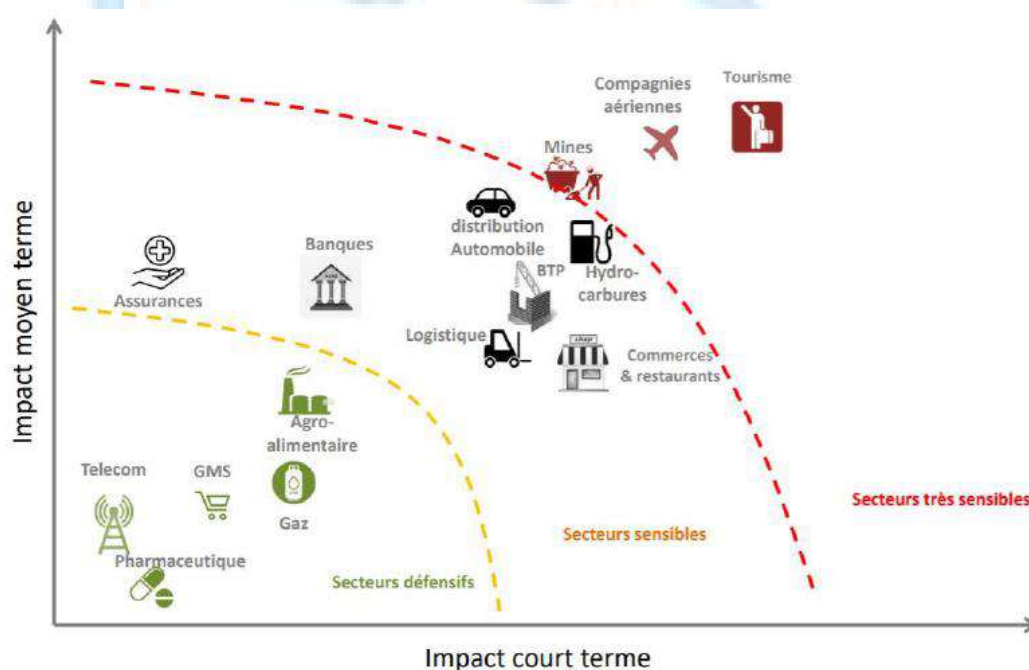
## ANNEXE 5 : Crise du tourisme

## 1. Contexte général

Depuis quelques semaines, l'actualité nationale est dominée par un seul sujet : Le Maroc est touché par la pandémie de la maladie infectieuse appelée Covid-19 qui est due à la propagation d'un coronavirus. Identifié à Wuhan, en Chine, en décembre 2019, le virus s'est répandu dans le monde entier et poursuit son expansion, notamment en Europe, où l'Italie et l'Espagne sont particulièrement touchées.

À l'heure d'écrire ces lignes, plus de **2 000 951** cas ont été diagnostiqués dans le monde et plus de **126 780** décès trouvent leur cause dans la maladie. Régulièrement, des projections alarmantes sont publiées et annoncent que la pandémie a lourdement impacté certains secteurs, poussant des entreprises à arrêter définitivement ou temporairement leur activité. Le secteur du tourisme est actuellement l'un des plus durement touchés par la flambée de COVID-19, avec des répercussions à la fois sur l'offre et sur la demande de voyages. Cela constitue un risque baissier supplémentaire dans le contexte d'une économie mondiale qui s'essouffle, de tensions géopolitiques, sociales et commerciales, et de résultats en demi-teinte dans les grands marchés émetteurs de voyages.

## Cartographie des secteurs selon la réaction au Covid-19



## 2. Une crise à l'échelle mondiale

Le secteur du Tourisme est touché de manière directe par la crise actuelle avec un arrêt net de l'activité depuis la Mi-Mars 2020 (pour les principaux pays Européens, et depuis le mois de Février pour le marché Asiatique).

D'après l'OCDE, l'impact sur les revenus à l'échelle mondiale en 2020 serait de -45% et pourrait aller jusqu'à -70% si l'arrêt d'activité était prolongé jusqu'en septembre.

Selon l'Organisation mondiale du tourisme, les restrictions de voyages partout dans le monde à cause du Covid-19 vont se traduire par une baisse de 20 à 30% des arrivées de touristes internationaux en 2020 par rapport à 2019.

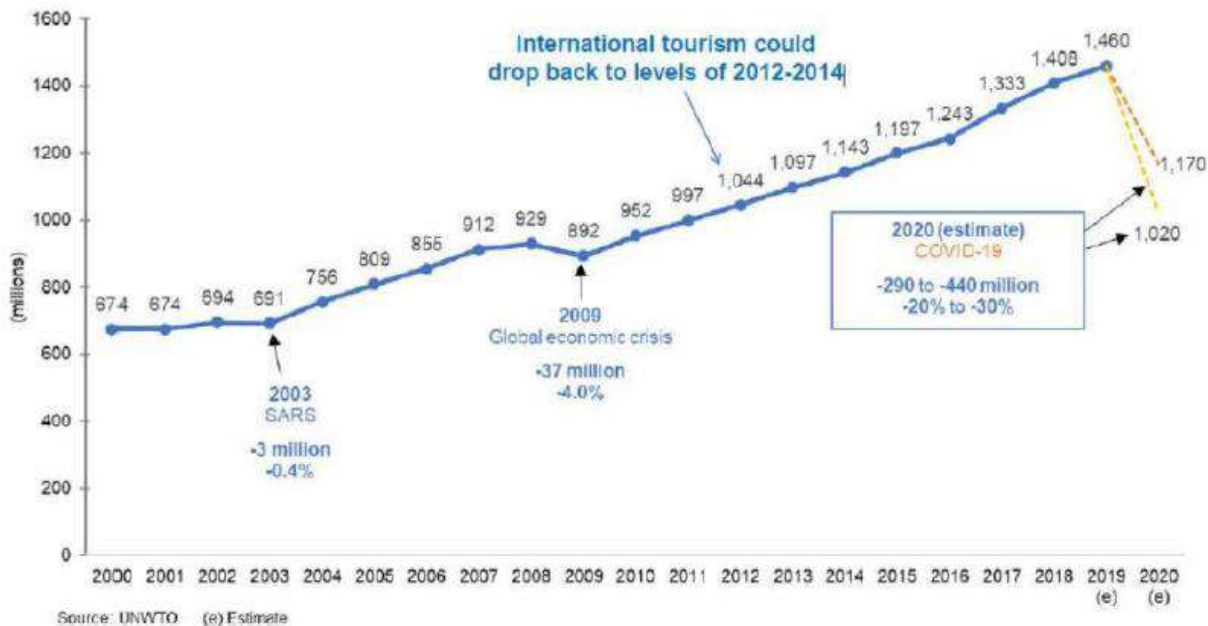
A titre indicatif, la crise économique mondiale n'avait causé qu'une baisse de 4% des arrivées en 2009 et l'épidémie de SRAS que 0,4% en 2003.

Le Covid-19 ferait perdre de cinq à sept ans de croissance à l'industrie touristique. « Des millions d'emplois risquent d'être détruits », craint l'OMT précisant qu'environ 80% de toutes les entreprises touristiques sont de petites et moyennes entreprises (Pme) et le secteur est en première ligne pour offrir des emplois et autres débouchés aux femmes, aux jeunes et aux populations rurales.

La crise du coronavirus devrait provoquer une perte de chiffre d'affaires de 252 milliards de dollars cette année, et non plus de 113 milliards de dollars comme prévu il y a une semaine par l'Association du transport aérien international (IATA).

Ce qui représenterait un plongeon de 44% par rapport à 2019. Le trafic passagers devrait en effet chuter sur l'année de 38%. Cette dernière appelle les États à soutenir les compagnies aériennes. Selon IATA, 200 milliards de dollars d'argent public (185 milliards d'euros environ) sont nécessaires pour sauver le secteur.

### Nombre d'arrivées internationales



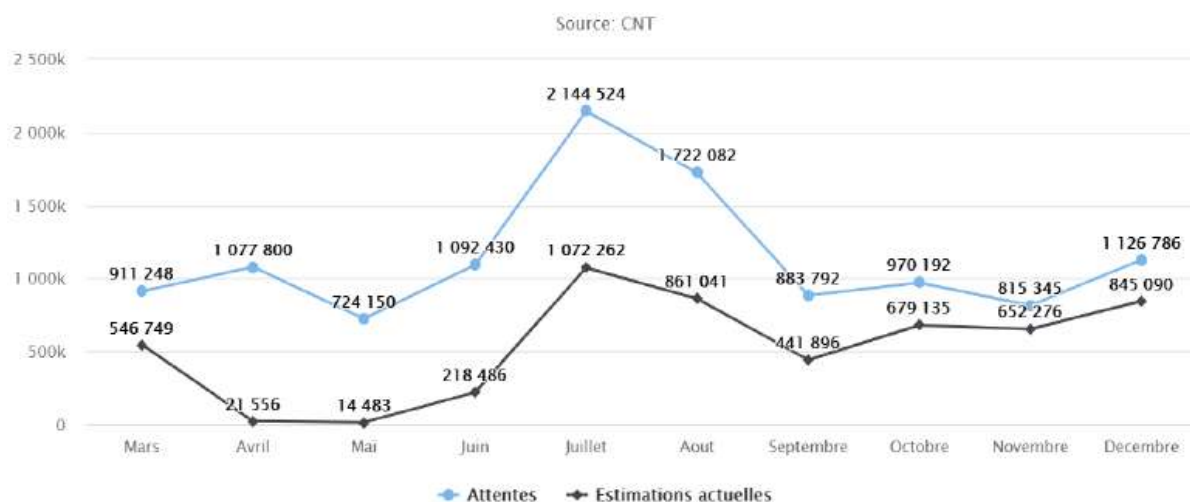
### 3. L'impact sur l'industrie touristique marocaine

Au Maroc, le tourisme fait partie des secteurs qui paieront un lourd tribut dans cette crise sanitaire du Covid-19. L'étude de la Confédération nationale du tourisme (CNT) a évalué l'impact de la crise Covid-19 à 34,1 milliards de DH de perte en termes de chiffre d'affaires touristiques en 2020 et de 14 milliards de DH de perte en termes de chiffre d'affaires pour l'hôtellerie, pour une chute globale de près de 6 millions de touristes (-98%), qui occasionneront une perte totale de 11,6 millions de nuitées.

La même source estime que pas moins de 500 000 emplois et 8 500 entreprises seraient menacées, dont des entreprises d'hébergement touristiques classées, des entreprises de restauration touristique, des agences de voyages, des sociétés de transport touristique et des sociétés de location de voitures.



## Projection pour les arrivées aux postes frontières en 2020



### 4. Recommandations et mesures proposées

Le Maroc fait face, à l'instar du reste du monde, à un défi sans précédent dans la gestion de l'actuelle crise sanitaire du Covid19. Les décisions fortes et les mesures anticipatives qui ont été prises par les autorités publiques sont courageuses et salutaires.

Cependant, les professionnels du secteur proposent :

- Un dispositif proactif spécifique exigeant un investissement supplémentaire estimé par une étude du CRT à 1,7 milliard de dirhams (1,2 milliards pour la sauvegarde du secteur et 500 millions de dirhams pour sa relance), et qui s'articule autour de 3 axes (Maintien de l'outil de production, maintien des emplois, sauvegarde de la productivité) ;
- Report de toutes les échéances de crédit pour les entreprises de 12 mois minimum au lieu de 3 mois accordés par le Comité de Veille économique ;
- Adapter les conditions du produit Daman Oxygène : validité au-delà de Décembre 2020 ;
- Report des échéances pour les travailleurs du secteur en perte de revenus ;
- Report échéances eau et électricité à 2021 (étalement sur 12 mois) ;
- Suspension des ATD pendant 12 mois pour permettre de reconstituer les capacités financières des entreprises concernées ;

- Report des déclarations et des paiements de toutes les obligations fiscales ;
- Autoriser les entreprises qui conservent 80% des emplois à payer leur salarié sur la base du net ;
- Défisicalisation des départs en retraites anticipées pour les salariés proches de l'âge de la retraite ;
- Refaire démarrer la RAM en mettant en place des lignes intérieures cet été et éviter l'engorgement des destinations classiques ;
- Revoir le calendrier des vacances scolaires pour étaler la saison ;
- Accorder un budget exceptionnel pour la promotion du tourisme à l'échelle nationale et régionale.

**Liste des 23 recommandations de l'OMT :**

- 1) Fournir des incitations au maintien des emplois, soutenir l'activité des travailleurs indépendants et protéger les groupes les plus vulnérables ;
- 2) Soutenir la trésorerie des entreprises ;
- 3) Réexaminer les taxes, redevances et droits et la réglementation ayant une incidence sur les transports et le tourisme ;
- 4) Assurer la protection des consommateurs et la confiance ;
- 5) Promouvoir l'acquisition de compétences, surtout de compétences numériques ;
- 6) Inclure le tourisme dans les dispositifs économiques d'urgence aux niveaux national, régional et mondial ;
- 7) Créer des mécanismes et des stratégies de gestion des crises.
- 8) Fournir des incitations financières à l'investissement et à l'exploitation touristiques ;
- 9) Réexaminer les taxes et redevances et la réglementation ayant une incidence sur les voyages et le tourisme ;

- 10) Faire progresser la facilitation des voyages ;
- 11) Promouvoir les nouveaux emplois et l'acquisition de compétences, en particulier numériques ;
- 12) Prendre en compte la durabilité environnementale dans les dispositifs de relance et de redressement ;
- 13) Connaître le marché et agir rapidement pour rétablir la confiance et stimuler la demande ;
- 14) Donner une impulsion au marketing et aux événements et réunions ;
- 15) Investir dans les partenariats ;
- 16) Faire une place au tourisme dans les programmes de redressement nationaux, régionaux et internationaux et dans l'aide au développement ;
- 17) Diversifier les marchés, les produits et les services ;
- 18) Investir dans les systèmes d'analyse des marchés et la transformation numérique ;
- 19) Renforcer la gouvernance du tourisme à tous les niveaux ;
- 20) Se préparer aux crises, améliorer la résilience et veiller à inclure le tourisme dans le mécanisme et les systèmes d'urgence nationaux ;
- 21) Investir dans le capital humain et la mise en valeur des talents ;
- 22) Inscrire solidement le tourisme durable parmi les priorités nationales ;
- 23) Passer à l'économie circulaire et s'approprier les objectifs de développement durable.

**ANNEXE 6 : Note de veille économique CCISCS**

## 1. Complexité décisionnelle

Tout le monde s'interroge : Quand et comment sortir de la crise coronavirus ? c'est la grande interrogation partagée par tous les pays de la planète, c'est aussi une question que posent tous les citoyens du monde.

Le choc exogène du coronavirus a mis l'économie dans l'œil d'un cyclone dont l'évolution destructrice n'est pas encore bien précise. Toutefois, nous sommes obligés à apporter des réponses urgentes à la sortie de cette crise.

En effet, l'élément phare qui caractérise cette situation par rapport aux crises passées du 20<sup>ème</sup> siècle est l'élément temps. C'est-à-dire la vitesse de prise de décisions adaptées et ciblées. Dans ces temps de crise, tous les gestionnaires des pouvoirs publics sont à l'image de démineurs de bombes contraints à désamorcer des explosifs dans la limite d'un temps court et réduit...

Si le retour à la normale des crises précédentes avait pris des années pour prendre place, dans ce cas-ci le retour à la normale devait être amorcé dans un horizon de quelques mois seulement. Donc pour éviter l'enlisement, il faut chercher à sortir correctement de la crise, et rebondir plus vite et plus fort sur le plan socioéconomique. En voilà quelques éléments de réponses.

## 2. Contexte de signes positifs

Le tableau contextuel national et international de la crise commence à émettre des signes positifs et de bonnes nouvelles qui montrent de la lumière au bout du tunnel.

### **Réussite marocaine.**

En cette période complexe, il faut savoir se regarder et regarder les autres pour en tirer les signaux d'espoir et les bonnes pratiques à dupliquer dans les phases de relance.

Sur le front de la crise sanitaire, l'État Marocain a réalisé un grand succès dans sa bataille contre le coronavirus. Les mesures du confinement et de précaution ont été prises à temps et avec la rapidité souhaitée. D'où un contrôle réussi de la situation

sanitaire et une limitation de la propagation du virus bien maîtrisée dans le temps et l'espace.

La bataille sur le front sanitaire reste sous contrôle de l'Etat Marocain qui doit mener en parallèle une autre bataille sur le front de la stabilisation économique. Il a ainsi mis en place un comité national de veille économique en adéquation avec la décision du chef suprême de l'Etat relative à l'instauration d'un fonds de solidarité nationale pour gérer la crise coronavirus. Toutes ces mesures prises par l'Etat Marocain étaient bien pensées, calibrées et bien ciblées, et commençaient à donner leurs fruits.

Par conséquent, le Maroc assure une mise à niveau organisationnelle pour préparer sa sortie de crise avec le moins de dégât possible. Il reste à réfléchir par contre sur une stratégie de relance pour bien rebondir et passer le cap, et pourquoi pas atteindre des niveaux plus améliorés de la situation économique par rapport à la situation antérieure à la crise.

L'élan de solidarité que connaît le Maroc en ces temps difficiles, est un autre enseignement positif que les observateurs ont pu tirer avec grande satisfaction. Et il faut construire sur cet élan de mobilisation pour préparer un plan de relance général et refonder notre modèle d'insertion dans le marché international.

### **Reprise de l'économie chinoise**

Après des semaines de confinement et un arrêt désastreux du grand atelier du monde, l'économie chinoise est entrain de rebondir et revenir progressivement vers le taux d'activité normal.

Tout le pays est de nouveau mobilisé pour reprendre l'activité industrielle et relancer les activités des exportations et la consommation intérieure.

La banque centrale de la Chine a annoncé, le 25 mars 2020, que l'économie chinoise connaîtra une amélioration significative pour la période allant d'avril à juin.

Les autorités chinoises ont riposté rapidement par le retour au travail et la reprise de la production pour absorber l'impact de la crise actuelle. L'effet immédiat était la reprise positive de la branche industrielle et des marchés financiers en Chine, et leurs tendances est à la hausse. Mais l'effet le plus spectaculaire est l'appréciation de la monnaie chinoise face au Dollars et à l'Euro.

Par conséquent, et à l'inverse du monde l'agence de notation Moodys annonce que le taux de croissance de la Chine connaîtra un gain positif en 2020, certes inférieur au niveau des années précédentes, mais assez élevé pour atténuer les effets de la crise. Cette rapidité du savoir-faire à riposter et à contenir l'épidémie a promis de limiter les dégâts sur la croissance économique chinoise.

Les pouvoirs publics chinois ont injecté 72 Milliards d'euros dans l'économie. En plus, ils ont facilité l'accès aux emprunts à hauteurs de près de 100 Milliards d'euros au profit des banques commerciales et des entreprises. Par la suite, ils ont décidé des réductions fiscales avec un soutien budgétaire étatique.

### **Réaction positive des institutions internationales**

Avec la montée de la crise dans leur pays, beaucoup de décideurs politiques des grandes puissances économiques ont orienté leurs prises de décisions vers une gestion unilatérale tournée uniquement vers l'intérieur de leurs frontières. Il y en a même qui a déclaré que les aides doivent profiter d'abord pour leurs propres pays avant de réfléchir d'aider les pays vulnérables.

Heureusement les annonces des institutions internationales ont suivi la voie de la sagesse et insistent sur l'urgence d'une gestion collaborative pour faire face aux conséquences de la crise.

Dans ce sens, la majorité des banques centrales ont réduit leur taux d'intérêt. Il s'agit des taux directs les plus bas de l'histoire pour prêter de l'argent. La banque du Japon accorde même des prêts à taux nul (sans intérêt).

Le fonds monétaire international a dégagé 50 Milliards d'Euros pour venir en aide des pays vulnérables. Il a prévu aussi des opérations de refinancement des banques pour assurer un niveau de liquidité suffisant.

La CNUCED estime que les pays en voie de développement vont devoir faire face à un déficit de 2000 à 3000 Milliards de Dollars dans les deux prochaines années. Dans ce contexte de crise sans frontière, les experts de l'ONU proposent l'annulation des dettes des pays en développement à hauteur de 1000 Milliards Dollars.

Tout cela reste dans le stade des annonces, toutefois les institutions internationales prédisent les mesures collaboratives nécessaires pour éviter une longue période de dépression.

### 3. Anticipation d'une ébauche de stratégie de sortie de crise

Pour sortir correctement de la crise il faut d'une part bien comprendre les éléments différenciateurs de la crise actuelle, et bien concevoir les mesures de sortie de crise d'autre part.

#### **Différenciation par rapport aux crises précédentes**

La nature de la crise actuelle est double. Elle est sanitaire et a déstabilisé les pouvoirs sanitaires en particulier, et les pouvoirs publics en général. La crise est aussi économique avec des conséquences difficiles à quantifier à l'heure actuelle. Par conséquent, tous les états sont obligés à mener deux batailles simultanées sur deux fronts. Ceci implique des arbitrages complexes à faire quant aux moyens à mobiliser sur les deux fronts.

Dans la crise actuelle, contrairement aux crises économiques passées, ni les marchés financiers ni les marchés de biens et services n'étaient responsables ou éléments déclencheurs. L'élément déclencheur est viral et exogène au système économique. En effet les crises économiques précédentes du 20ème siècle étaient déclenchées tantôt par des dysfonctionnements des marchés financiers ou boursiers, tantôt par des dysfonctionnements des marchés des biens et services. L'économie réelle se trouvait alors dégradée.

Toutefois, le socle financier est solide pendant la crise actuelle, et toutes les banques centrales du monde ont injecté des fonds énormes pour contrer les effets néfastes du coronavirus.

Lors des crises passées, il y avait du retard et une lenteur dans la réaction des pouvoirs publics, ce qui avait aggravé les dépressions et les récessions. Cependant l'élément temps et la rapidité de prises de décisions sont les éléments forts à prendre en compte pendant cette crise.

#### **Éléments de base d'une stratégie de sortie de la crise**

En parallèle avec les mesures sanitaires d'endiguement de la crise coronavirus, les pouvoirs publics marocains sont obligés à anticiper une stratégie de sortie de crise pour faire face aux conséquences sociales qui en découlent. Cette stratégie doit comporter deux piliers principaux ; le pilier des mesures choc rapides, et des mesures structurelles de relance post-crise.

## Mesures rapides antichoc

- Constituer un stock stratégique de masques, y compris les masques alternatifs d'hygiène. Après les grandes tensions soulevées ces derniers temps entre les grandes puissances autour des masques, il est impératif de passer à la généralisation des masques au Maroc après le déconfinement.
- Mettre en activité les centaines petites unités industrielles de textile non structurées pour produire les masques pour l'ensemble de la population marocaine, ainsi le pays serait gagnant sur deux fronts. Le front des mesures sanitaires de précautions, et le front de l'emploi.
- Maintenir les gestes barrières à la propagation du virus même après déconfinement pour barrer la route à une deuxième vague d'épidémie potentielle.
- Lister les foyers porteurs du risque de la dégradation socioéconomique dont notamment : l'envolées du chômage, industrie en souffrance, consommation en berne, pouvoir d'achat affecté, perte d'activité de plusieurs secteurs et capacité d'investir en carence.
- Rassurer les opérateurs économiques et les ménages et envoyer des signaux forts d'espoir et de confiance de la part de l'Etat.
- Continuer les transferts d'aide directe aux employés en arrêt et aux travailleurs vulnérables.
- Préparer le redémarrage des activités économiques dans les plus brefs délais.
- Rebondir sur les propositions des experts de l'ONU relatives à l'annulation des dettes, pour négocier l'annulation d'au moins une partie des dettes extérieures, ou une partie des services de la dette. Si non un rééchelonnement de l'ensemble des dettes...
- Renforcer les dispositifs du maintien du pouvoir d'achat des ménages et des travailleurs vulnérables.
- Alléger les charges fiscales au profit de l'ensemble des acteurs économiques.
- Diversifier les instruments de soutien aux secteurs en difficulté pour éviter impérativement l'effet Domino des cessations de paiement.
- Lancer des campagnes de communication pour organiser le déconfinement et se mettre en ordre de bataille pour ne pas rater la relance du Maroc avec l'engagement de tous les citoyens et l'administration publique.



- A court terme, continuer à donner la priorité à la stabilisation du pouvoir d'achat des ménages et des franges sociales vulnérables.
- Préparer dans les brefs délais les instruments corrigeant la dégradation du marché de l'emploi.
- Prévoir de faire face aux comportements négatifs en matière de consommation, d'épargne et d'investissement.
- Assouplissement des dispositifs réglementaires pour faciliter l'octroi des prêts aux entreprises et aux ménages.
- Soutenir les services bancaires de façon à résoudre les problèmes de solvabilité et de liquidité.

#### Mesures de relance de l'après crise.

Après déconfinement et retour à la circulation normale des hommes et des capitaux, le Maroc serait en face d'une opportunité à ne pas rater pour corriger l'ensemble des maux structurels qui affectent la compétitivité de son système économique. D'où la nécessité de préparer des mesures de transformation structurelle dans une stratégie de mobilisation générale :

- Capitaliser sur l'élan de solidarité pendant le confinement pour mobiliser l'ensemble des citoyens à se mettre en ordre de bataille et s'impliquer dans un plan de relance général.
- Repenser la souveraineté nationale en matière industrielle et alimentaire pour réduire les dépenses excessives au profit des économies étrangères qui ne reconnaissent plus leurs partenaires au moment des crises.
- Donner la priorité à un plan industriel national pour appuyer l'industrie des équipements médicaux, l'industrie pharmaceutique, l'industrie des produits d'hygiène et de masques, l'industrie des composants électroniques nécessaires à tout type de matériels et l'industrie agroalimentaire traitant les produits de l'agriculture marocaine et de pêche maritime.
- Inciter et motiver les ingénieurs et techniciens marocains à travailler dans le domaine de la recherche industrielle appelée à redémarrer en urgence avec l'appui étatique qu'il faut.
- Faire repartir les investissements industriels pourvoyeurs d'emplois, et encourager le paradigme économique de consommer en préférence les biens et les produits

marocains. En effet, la tendance à mettre tous les œufs économiques du Maroc dans le panier étranger et à revoir au profit de la souveraineté nationale.

- Territorialiser la politique de l'emploi de façon à ce que tous les acteurs locaux sans exception participent dans une stratégie de plein emploi. Tous les citoyens d'une collectivité locale doivent s'employer, employer les autres et aider les autres à s'employer. Le marché de l'emploi devrait faire l'agenda de tout le monde pour ne pas laisser l'état seul face à la dérégulation des marchés des biens et de l'emploi.
- Mettre en place un plan de sauvetage pour remédier aux maux structurels de l'économie marocaines. En particulier, faire face aux carences suivantes ; envolée du chômage, perte d'activité de certains secteurs, souffrance du pouvoir d'achat et de la consommation générale, dépendance alimentaire et industrielle accrue de l'extérieur, surendettement et compétitivité fragile.

#### 4. Conclusion

Le Maroc arrive bien à contrôler et à gérer la crise sanitaire coronavirus. Il est aussi bien capable de ne pas rater sa sortie de crise grâce à ses compétences humaines dont l'ADN avait réussi à relever les défis de toutes les crises passées de son histoire.